



MINISTÈRE
CHARGÉ
DE L'INDUSTRIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DOSSIER DE PRESSE



FABRIQUÉ
EN FRANCE



Relocalisation de 5 objets
du quotidien des Français

Paris, le 9 novembre 2022

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Édito du Ministre délégué chargé de l'industrie..... | 4 |
| Bilan de l'appel à projets dédié à la relocalisation industrielle | 5 |
| SECTEUR DE LA SANTÉ | 7 |
| → Filière du médicament et du vaccin..... | 8 |
| → Filière du dispositif médical (DM)..... | 8 |
| → Filière du diagnostic in vitro (DIV)..... | 9 |
| SECTEUR DE L'AGROALIMENTAIRE | 10 |
| → Les investissements ont majoritairement porté sur 5 catégories de produits..... | 11 |
| → Le soutien de l'Etat a permis des avancées concrètes dans des filières stratégiques | 11 |
| → Le plan France Relance a soutenu des projets émergents de la FoodTech française | 12 |
| SECTEUR DES INTRANTS ESSENTIELS A L'INDUSTRIE | 13 |
| → Filière Métaux-Matériaux : les priorités d'investissement identifiées | 14 |
| → Focus sur les métaux de terres rares..... | 14 |
| → Filière Chimie : les marchés critiques identifiés..... | 14 |
| → Filière Textile | 15 |
| SECTEUR DE L'ÉLECTRONIQUE | 16 |
| → Le soutien de l'Etat a porté en grande partie sur des technologies jusque-là non maîtrisées..... | 17 |
| → L'émergence d'une filière du semi-conducteur soutenue par l'appel à projets..... | 17 |
| → La relocalisation de la production d'intrants et de composants électroniques critiques..... | 17 |
| SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS-5G | 19 |
| Nos objets du quotidien le 9 Novembre à Bercy | 20 |
| Bilan de la relocalisation des cinq objets du quotidien mis à l'honneur aujourd'hui..... | 27 |
| Dispositifs de soutien public aux projets de relocalisation industrielle..... | 28 |
| Nouveaux dispositifs de soutien aux projets de relocalisation industrielle..... | 29 |

Édito du Ministre délégué chargé de l'industrie



Roland Lescure,
ministre délégué auprès
du ministre de l'Économie,
des Finances et de la
Souveraineté industrielle
et numérique, chargé de
l'Industrie

A la suite de la crise sanitaire, de plus en plus d'entreprises ont pris conscience de l'intrication des chaînes de valeur mondialisées et du risque sur leurs approvisionnements. Certains dirigeants d'entreprise ont alors décidé de sécuriser leurs chaînes d'approvisionnement, en relocalisation des fabrications initialement réalisées à l'étranger.

L'Etat a soutenu financièrement de nombreux projets de relocalisation industrielle, via le plan France Relance ou le dispositif Territoires d'industrie. Sur la période 2020-2022, l'Etat a attribué 850 millions d'euros de subventions pour soutenir 477 projets, lauréats de l'appel à projets « (Re)localisation de la production dans les secteurs critiques », pour les filières de la santé, de l'agroalimentaire, de l'électronique, des télécommunications 5G et des intrants essentiels à l'industrie.

Les produits fabriqués en France répondent à une forte demande sociétale : 3 Français sur 4 se déclarent prêts à payer plus cher pour acheter français et 90 % d'entre eux estiment qu'acheter un produit fabriqué en France est une manière de soutenir les entreprises françaises, de participer au maintien de l'emploi et de préserver les savoir-faire en France. Malgré cet engouement, il y a encore du chemin à parcourir pour que cela se traduise dans la production industrielle, car seuls 36 % de la consommation de biens manufacturés est française d'après l'INSEE.

De plus, dans le contexte actuel d'inflation et de tensions sur les approvisionnements, les entreprises produisant en France sont davantage protégées que leurs concurrentes étrangères. Enfin, relocaliser permet aussi de décarboner l'économie en raccourcissant les circuits logistiques. La relocalisation crée également des emplois ancrés sur le territoire et permet de préserver des savoir-faire. Le « Fabriqué en France » n'est plus une accroche marketing mais une tendance de fond portée par une demande croissante de consommateurs attentifs à la traçabilité sociale et environnementale de leurs produits. Le label « Fabriqué en France » a été lancé en novembre 2021, sous l'égide de France Industrie. Nous fêtons donc également son premier anniversaire, au moment où le logo a été téléchargé plus de 3500 fois au cours de l'année écoulée.

Cinq objets du quotidien des Français sont mis à l'honneur lors de cet événement : le jouet, la montre, le vélo, le textile (lin et chanvre), la chaussure. Ce sont des filières où les acteurs se sont particulièrement mobilisés dans la voie du « Fabriqué en France » ou dans la voie du « RE-Fabriqué en France » avec un mouvement de relocalisation industrielle.

Au-delà des objets du quotidien, Bruno Le Maire et moi-même considérons comme nécessaire d'enclencher un vaste mouvement de relocalisation industrielle. Pour cela, il faut que les chefs d'entreprise prennent conscience des coûts cachés d'un approvisionnement lointain. Il faut massifier la relocalisation en sensibilisant les 27 000 PME et ETI industrielles. C'est le sens des actions qui seront menées par les Chambres de commerce et d'industrie et Bpifrance. Enfin, au-delà de l'accompagnement des entreprises dans leurs projets, il faut également soutenir les territoires qui souhaitent consolider leurs écosystèmes productifs via la relocalisation industrielle : la Banque des Territoires sera mobilisée sur ce point.

Bilan de l'appel à projets dédié à la relocalisation industrielle

L'appel à projets « (Re)localisation de la production dans les secteurs critiques », ouvert d'août 2020 jusqu'à février 2022, visait le double objectif de soutenir l'activité dans le contexte du plan de relance et de renforcer la résilience de **cinq secteurs critiques** (santé, agroalimentaire, électronique, intrants essentiels à l'industrie, télécommunications 5G). Doté d'une enveloppe initiale de 600 millions d'euros sur deux ans, le dispositif a été abondé (par redéploiement au sein de l'enveloppe de 100 Md€ de France Relance) pour atteindre 850 millions d'euros.

Il a permis de financer **477 projets** (sur plus de 1 500 candidatures), représentant un **investissement total de 3,2 milliards d'euros**, soutenus par l'Etat à hauteur de **850 millions d'euros de subvention**.

65 % des chefs de file des projets lauréats sont des PME. En cohérence avec l'objectif de relocalisation, les entreprises bénéficiaires apparaissent fortement importatrices de produits stratégiques, rares ou sous tension (comme des matières premières, produits informatiques ou produits pharmaceutiques) hors UE.

477

projets lauréats

311

projets portés par des petites et moyennes entreprises

1 570

candidatures
reçues au total

50 000

emplois créés ou confortés

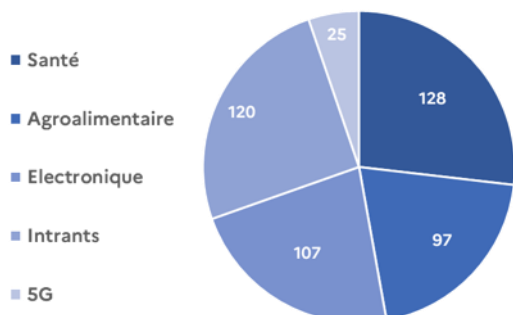
850 M€

d'aides de l'Etat

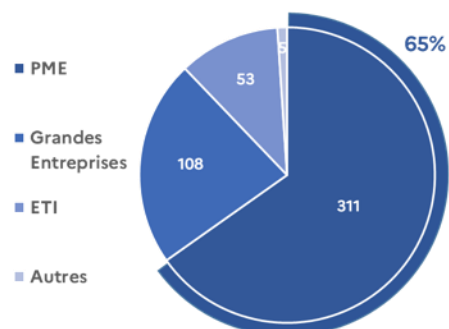
3,2 Md€

d'investissement productif

Répartition des lauréats par secteur critique

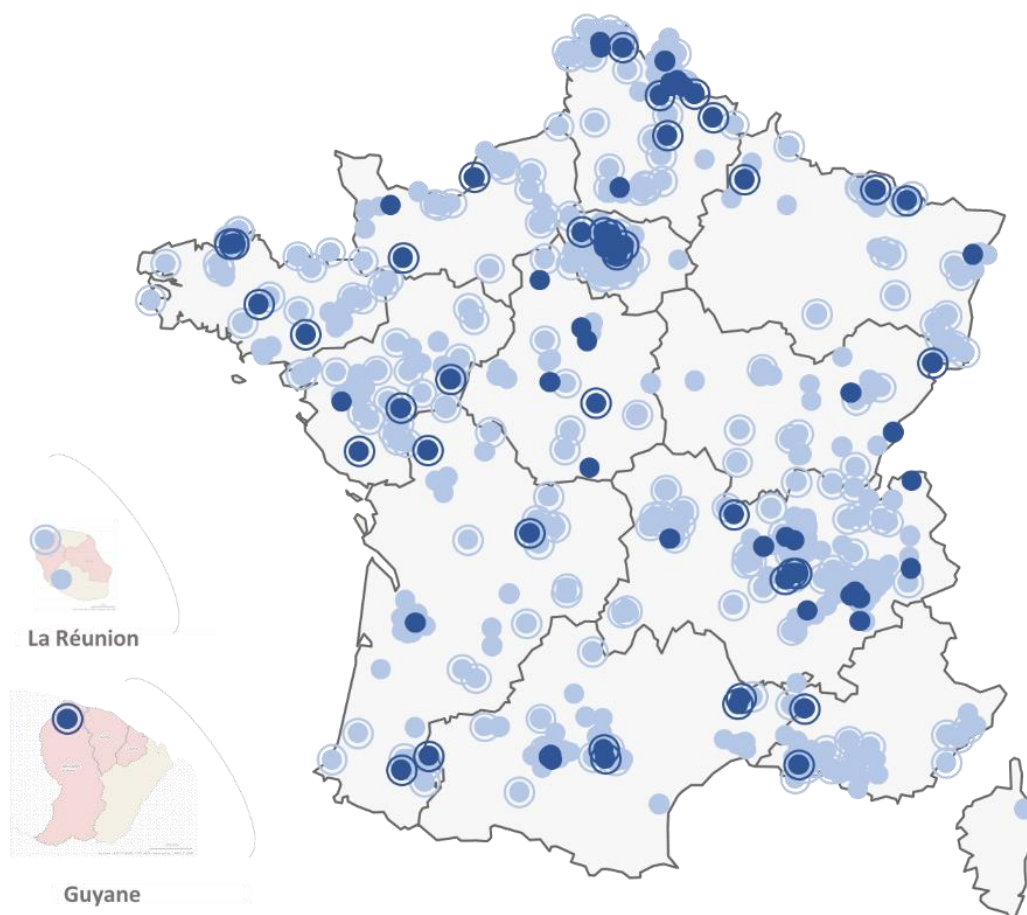


Répartition des lauréats par type d'entreprise



Lauréats de l'AAP « Relocaliser dans les secteurs critiques »

Les points foncés font partie de la dernière vague d'annonce du 17 février 2022



Vagues d'annonce des lauréats

- Nouvelle vague d'annonce Résilience
- Anciennes vagues d'annonce

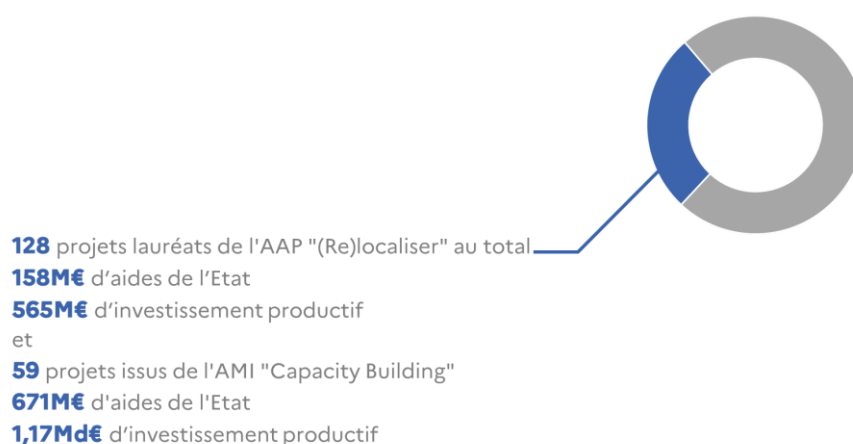
Projets localisés dans des territoires d'industrie



SECTEUR DE LA SANTÉ

La crise de la Covid-19 a mis en lumière la fragilité des chaînes d'approvisionnement des produits de santé, rendues vulnérables de par leur dépendance à un nombre restreint de fournisseurs (un effet de concentration critique) et une augmentation croissante de la sous-traitance extra-européenne (perte du savoir-faire et ralentissement des investissements).

Pallier ces dépendances sur l'ensemble des industries de santé nécessitait de **soutenir une gamme large des productions stratégiques liées à la santé**. Le soutien public a visé deux objectifs : **la création de capacités de production supplémentaires ou l'adaptation des capacités de production existantes, permettant de (re)localiser des filières de production et d'augmenter les volumes en fonction du besoin (i) et le renforcement de la compétitivité et de la durabilité de l'appareil productif français, en s'appuyant sur des procédés industriels innovants et plus respectueux de l'environnement (ii).**



Le soutien de l'Etat s'est dirigé spécifiquement vers trois filières : la **filière du médicament et du vaccin**, celle du **dispositif médical (DM)** et celle du **diagnostic in vitro (DIV)**.

Le plan de relance 2020 – 2022 pour les industries de santé a connu un vif succès avec environ **450 candidatures déposées** sur l'AAP « relocalisation » et à l'AMI Capacity building.

A titre d'exemple, parmi les **30 médicaments identifiés en grande tension pendant la crise sanitaire de la COVID-19, 24 ont vu toutes ou une partie de leurs étapes de fabrication en cours de relocalisation sur le territoire**. Une nouvelle usine va notamment être construite en France pour relocaliser le principe actif du paracétamol. Sa capacité sera de 10 000 tonnes par an dans un marché européen estimé à un peu plus de 30 000 tonnes.

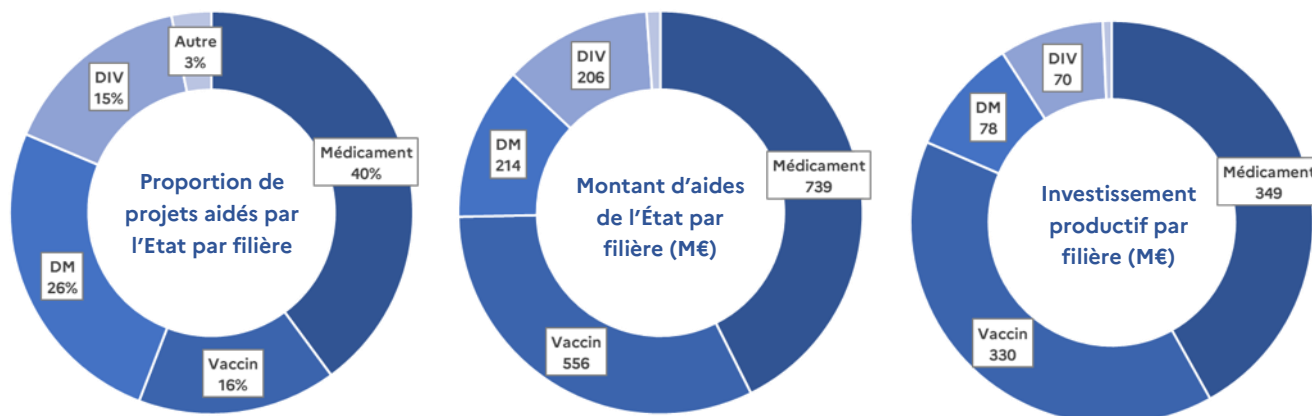
Illustration des résultats de France Relance :

Dans le cadre des activités de diagnostic et de dépistage des maladies infectieuses, y compris de la COVID-19, **15 projets contribuent à la mise en place d'une filière souveraine de tests virologiques PCR comprenant le renforcement de la production d'automates, de réactifs et de consommables plastiques pour 49 M€ d'investissement.**

27 % des projets lauréats au total

21 % des subventions attribuées

13 785 emplois créés ou confortés



→ Filière du médicament et du vaccin

Sur la chaîne des médicaments, les efforts de financement se sont tournés sur le renforcement de la filière du façonnage, en ciblant les segments en sous-capacité et segmentés selon les technologies à maîtriser. Dès le début de la crise sanitaire, puis dans le cadre du déploiement des stratégies vaccinales, le renforcement de tout ou partie des chaînes de production des médicaments chimiques et biologiques, y compris des vaccins anti-COVID-19 ont été au cœur des préoccupations du Gouvernement (passage d'ici 2024 d'une capacité de remplissage supplémentaire de 130 millions de flacons de vaccins anti-COVID par an ; 8 projets ont été soutenus (60 M€) pour le développement et la production d'anticorps thérapeutiques contre la COVID-19).

La relocalisation des substances actives essentielles et innovantes passe par la construction de nouvelles infrastructures et le développement de nouvelles technologies répondant à la fois à des contraintes environnementales et aux exigences de grade pharmaceutique ainsi qu'à des objectifs de flexibilité pour mieux répondre aux demandes fluctuantes. Ainsi, les offres de production issues des biotechnologies ou de la chimie en flux continu ont été l'objet d'un soutien renforcé (45 projets et 506M€ d'investissement productif).

→ Filière du dispositif médical (DM)

Une priorité a été de répondre aux demandes des hôpitaux en sécurisant les segments critiques, des consommables aux équipements « lourds », et en particulier les respirateurs et leurs filtres, les équipements de protection individuel (gants), les dispositifs d'injections (pousse-seringues), les dispositifs d'imagerie. Par ailleurs, les DM à composants électroniques et les DM à faible coût de revient (par ex : les consommables et les implants) souffrant d'une offre de production intégrée limitée sur le territoire et faisant courir le risque de tensions dans l'approvisionnement des produits, en cas de crise majeure, ont fait l'objet d'un soutien important.

Sur l'ensemble des projets retenus, 26 concernent des DM à usage individuel et 19 concernent des équipements ou leurs consommables (domaines respiratoire et d'imagerie médicale, matériel chirurgical). Parmi les nouvelles technologies de production flexible et adaptable, 2 projets ciblent la fabrication additive en 3D de consommables et de prothèses.

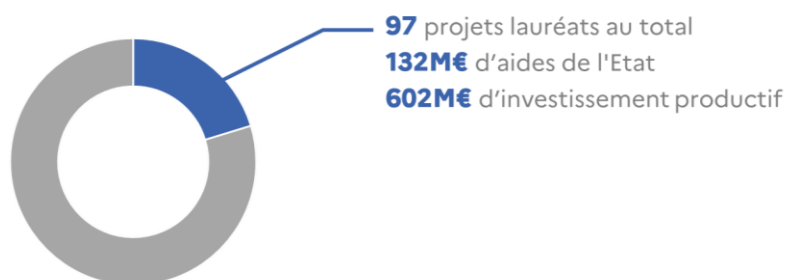
→ **Filière du diagnostic in vitro (DIV)**

La pandémie de COVID-19 a entraîné une explosion de la demande mondiale de tests pour dépister les patients atteints par le virus. Souffrant de la même problématique que les DM à faible coût de revient avec une prédominance d'offres étrangères sur tout ou partie de la chaîne de production, **les efforts se sont concentrés la mise en place d'une filière souveraine sur les tests virologiques RT-PCR (automates, réactifs, consommables plastiques...), ainsi que d'autres tests virologiques et immunologiques.**

Dans le cadre des activités de diagnostic et de dépistage des maladies infectieuses, y compris de la COVID-19, 15 projets contribuent à la mise en place d'une filière souveraine de tests virologiques PCR comprenant le renforcement de la production d'automates, de réactifs et de consommables plastiques pour 49 M€ d'investissement.

SECTEUR DE L'AGROALIMENTAIRE

Avec l'ambition de renforcer les chaînes de valeur des secteurs stratégiques, l'appel à projets « (Re)localiser » s'est concentré, dans les filières agroalimentaires, sur les investissements participant à la relocalisation ou au développement de la production de produits alimentaires particulièrement stratégiques pour notre autonomie, tels que les ingrédients et additifs (conservateurs, antioxydants, enzymes, pigments naturels notamment), les protéines végétales et alternatives ou encore les emballages alimentaires.



L'AAP a concentré l'effort d'investissement dans la relocalisation de la production des produits alimentaires transformés ou intrants **particulièrement stratégiques pour notre autonomie : les nouvelles sources de protéines végétales, banques de ferments, d'enzymes et technologies innovantes, les ingrédients et additifs et les emballages alimentaires.**

L'appel à projet « (Re)localiser dans les secteurs critiques » a reçu près de 530 candidatures d'entreprises des filières des industries agroalimentaires et les projets sélectionnés représentent 20 % de l'ensemble des lauréats. Ils permettront de créer ou de conforter 5 551 emplois.

Illustration des résultats de France Relance :

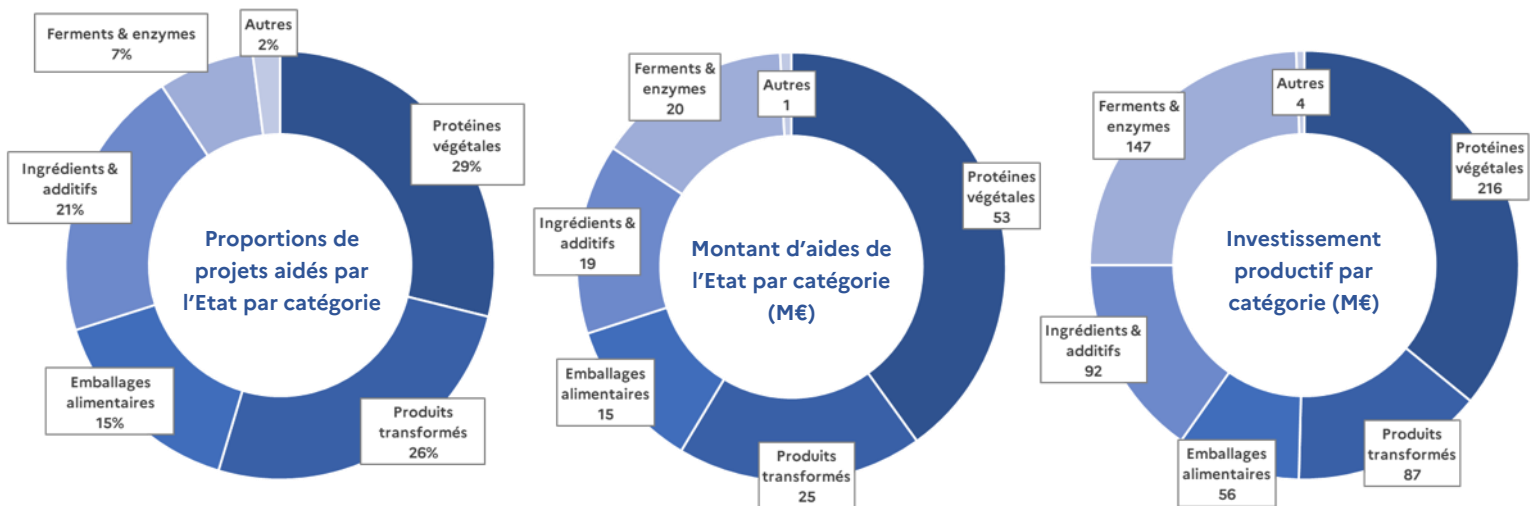
Le soutien public a permis de diminuer notre dépendance à l'importation hors Union européenne sur des segments critiques. A titre d'illustration, grâce aux projets lauréats de cet appel à projets, **nous réduirons de 5 % notre dépendance nationale aux importations extra-européennes sur le segment des protéines végétales, en tourteaux de soja principalement, et des nouvelles sources de protéines alternatives** à destination de l'alimentation animale.

20 % des projets
lauréats au total

15 % des subventions
attribuées

5 551 emplois créés
ou confortés

20 % de start-ups
de la foodtech



→ Les investissements ont majoritairement porté sur 5 catégories de produits

- Les produits transformés à base de **nouvelles sources de protéines végétales** pour l'alimentation humaine et animale (algues, soja, pois, féverole, tournesol, colza aux protéines végétales, insectes) ;
- Les **produits issus de la transformation** de la viande de boucherie et des fruits et légumes, de la transformation des poissons, crustacés et mollusques, de la transformation du blé ;
- Les **banques de ferments, d'enzymes** et technologies innovantes à haute valeur ajoutée (nouvelles sources de biomasse issues de la recherche, etc.) ;
- Les **ingrédients, additifs** (conservateurs, antioxydants, enzymes, pigments naturels, notamment), vitamines, oligoéléments, arômes, acides aminés ;
- Les **emballages alimentaires** à base de biomatériaux (papier/carton, plastiques biosourcés, bois et coproduits), emballages mono-matériaux en plastiques recyclables, et plus largement en verre, acier, aluminium.

→ Le soutien de l'Etat a permis des avancées concrètes dans des filières stratégiques

Le soutien public a permis de diminuer une certaine partie de notre dépendance à l'importation hors Union européenne sur des segments critiques (notamment pour les ingrédients, provenant aujourd'hui à 90% de Chine), ou encore de relocaliser des productions considérées comme des intrants critiques comme les emballages alimentaires). Le dispositif a également valorisé les productions orientées vers les marchés émergents et à forte valeur ajoutée, en vue de la création de filières d'avenir (comme les produits à base de ferments), tout en soutenant des secteurs matures mais plus vulnérables (la filière des viandes notamment).

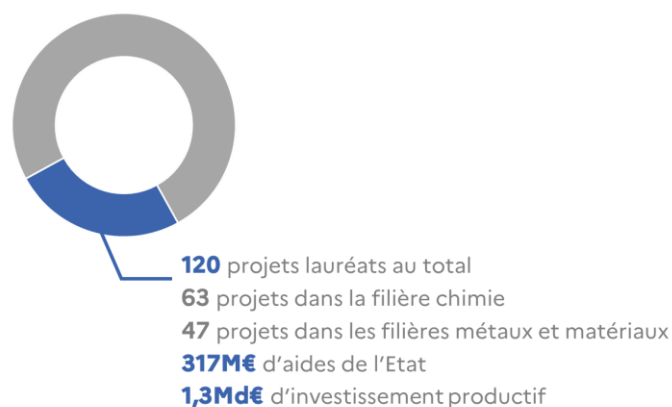
A titre d'illustration, sur le segment des protéines végétales et des nouvelles sources de protéines alternatives (dont les farines d'insectes) à destination de l'alimentation animale, la production prévisionnelle des entreprises lauréates du dispositif permettra de résorber environ 5 % de notre dépendance nationale aux importations extra-européennes (en tourteaux de soja principalement).

→ **Le plan France Relance a soutenu des projets émergents de la FoodTech française**

Plus de la moitié des projets lauréats sont portés par des PME et 20% par des startups de la FoodTech, témoignant du dynamisme du secteur et de ses besoins en termes de soutien aux acteurs émergents, en particulier dans les secteurs les plus vulnérables pour notre souveraineté alimentaire. Ainsi, 29% des projets soutenus concernent l'industrialisation de nouvelles sources de protéines végétales et alternatives (dont les farines d'insectes et les algues), à destination de l'alimentation animale ou humaine. **21% des projets visent à développer la production industrielle d'ingrédients, dont nous sommes particulièrement dépendant des importations étrangères. De même, le secteur des emballages alimentaires, fortement impacté durant la crise sanitaire, représente 15% des projets sélectionnés pour renforcer la résilience de nos chaînes logistiques d'approvisionnement alimentaire.**

SECTEUR DES INTRANTS ESSENTIELS A L'INDUSTRIE

Certains intrants, tels que les métaux, les matériaux et les produits de la filière chimie sont essentiels à l'industrie française. Pourtant ils sont l'objet de **tensions d'approvisionnement qui peuvent toucher un grand nombre de filières aval et perturber des productions stratégiques** (batteries, aimants, principes actifs pharmaceutiques, engrais,...). Dans ces secteurs, la **dépendance vis-à-vis de l'étranger est d'autant plus risquée que les chaînes d'approvisionnement de ces intrants sont fragmentées**, par effet de concentration des fournisseurs ou de transformateurs de ces intrants (le lithium par exemple dont l'extraction est assurée à 54% par la l'Australie et la conversion à 60% par la Chine). Le plan France Relance a donc permis aux entreprises des filières d'intrants essentiels de mener des projets sécurisant les chaînes d'approvisionnement par plusieurs leviers (diversification, innovation, recyclage, modernisation,...).



Dans le domaine des matériaux et des métaux, l'appel à projets a particulièrement ciblé les projets favorisant les **investissements pour la fabrication des produits « amont » de l'industrie**, comme les métaux et alliages, **les matières premières industrielles et les produits intermédiaires** qui en cas de rupture d'approvisionnement pourraient avoir un effet domino et pénaliser le tissu industriel national ou européen.

Pour l'industrie chimique, **plusieurs marchés aval critiques ont fait objet d'un soutien du plan France Relance** (actifs pharmaceutiques, semi-conducteurs) ainsi que des **domaines de cette industrie occupant une place centrale dans la transition écologique de l'industrie** (biochimie, productions de polymères de spécialités, plastique,...).

Illustration des résultats de France Relance :

Sur le segment des métaux dits de terres rares, la dépendance nationale aux importations chinoises est importante. Elle est indirecte et se concentre notamment dans les aimants permanents qui représentent au niveau mondial le tiers de la consommation de terres rares. **Les projets soutenus par le plan France Relance ambitionnent de produire par voie de recyclage d'aimants, à terme et en cumul près de 800t de terres rares soit entre 30 et 50 % de la consommation nationale d'aimants à cette échéance.**

**25 % des projets
lauréats au total**

**37 % des subventions
attribuées**

**19 552 emplois créés
ou confortés**

→ Filière Métaux-Matériaux : les priorités d'investissement identifiées

L'identification des métaux et matériaux stratégiques et la construction de projets précédaient le lancement des AAP et du plan de relance, dans une collaboration avec les industriels. Des groupes de travail avaient été menés en amont de la crise début 2020 et des projets sur des secteurs tels que les métaux et ferro-alliages pour les aciers inoxydables, l'aluminium, les petits métaux, (Or, Argent ou Tantale) avaient été pré-identifiés à « dire d'experts » et ont pu être financés dans le cadre de l'AAP (Re)localiser. **Les projets industriels relatifs aux matières premières critiques identifiées par l'Union européenne et le Comes (Comité pour les métaux stratégiques), nécessaires à l'approvisionnement d'acteurs industriels en France ou en Europe, étaient particulièrement attendus.**

Toutefois en soutenant à la fois des composantes d'investissements industriels et de RDI, l'AAP a également porté la mise en œuvre de projets portant sur des domaines inédits tels que :

- les **matières premières pour batteries** (cobalt, lithium, nickel, graphite synthétique...), notamment par le recyclage des batteries en fin de vie ou par l'exploitation de gisements nationaux ;
- **des terres rares issues des aimants permanents en fin de vie pour recyclage** en oxydes et en poudres magnétiques ou aimants ;
- des **métaux stratégiques pour l'aéronautique**, provenant à 90% des Etats-Unis ou de la Russie, en accompagnant une production indépendante nationale de super alliages et une réduction de la dépendance au titane aéronautique via le recyclage à qualité conservée ;
- des **petits métaux et métaux critiques (précieux, tantale..) via le recyclage** de D3E ou de chutes à valeur ajoutée (inox).

→ Focus sur les métaux de terres rares

Les métaux dits de terres rares sont importés à 90% de Chine, et sont aujourd'hui peu substituables en raison de leurs propriétés physico-chimiques. Or, ils sont à ce jour indispensables pour les aimants permanents, les catalyseurs d'automobiles ou certains polissages. Ils pourraient devenir indispensables à l'avenir aux processus de transition écologique et numérique, notamment concernant le fonctionnement de véhicules électriques ou des éoliennes offshore. L'appel à projets a permis d'aider des entreprises souhaitant développer des alternatives aux importations de terres rares en proposant près de **88M€ d'investissement** en finançant ces démarches par un peu moins de **20M€ d'aides publiques**. En particulier, **les projets Caremag, Permareco, Reengineering Magnet, ambitionnent de produire par voie de recyclage d'aimants, à terme et en cumul près de 800t de terres rares soit entre 30 et 50% de la consommation nationale d'aimants à cette échéance.**

Le soutien à des projets identifiés avant le lancement de l'AAP a permis d'amorcer la structuration d'une filière pour les terres rares, de valoriser les petits métaux et métaux critiques, de sécuriser la production des métaux pour batteries, ou encore de réduire les émissions de CO2 et d'améliorer la protection environnementale dans la filière aluminium.

→ Filière Chimie : les marchés critiques identifiés

L'industrie chimique produit des intermédiaires clés pour une multitude de secteurs industriels aval : l'industrie pharmaceutique, agro-alimentaire, cosmétique, automobile, construction etc. Il a été fait le choix de cibler les intrants chimiques correspondant à certains marchés critiques aval :

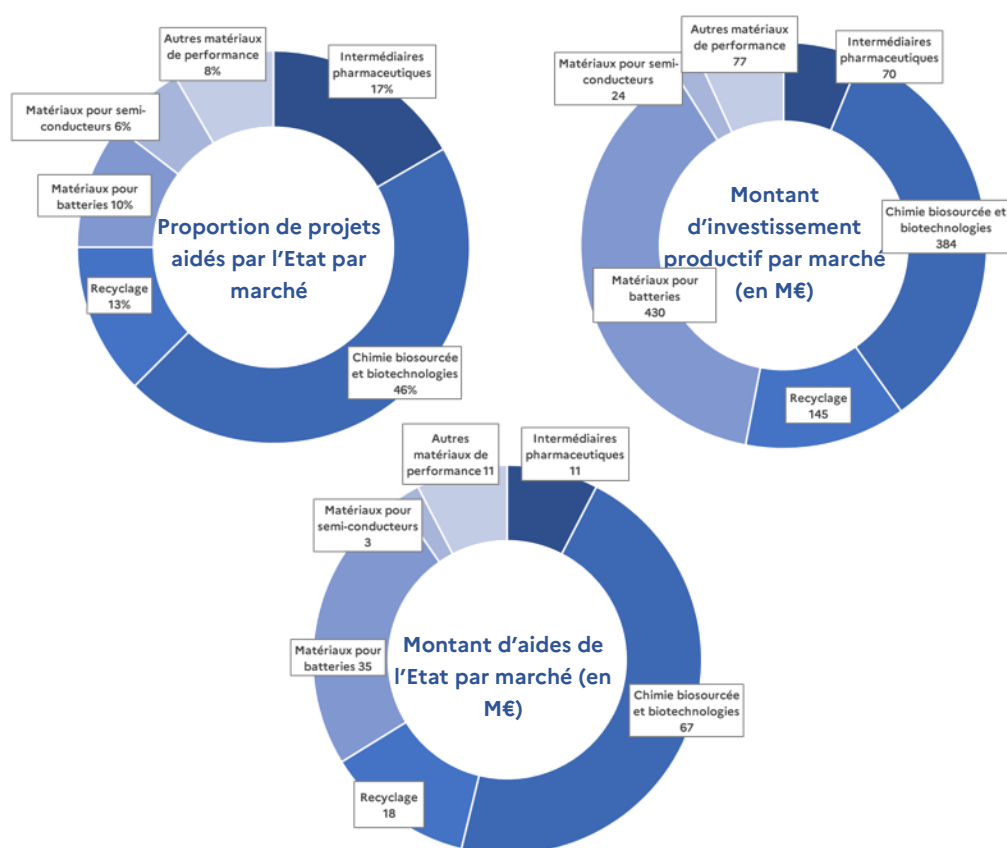
- **intermédiaires de synthèse et principes actifs pharmaceutiques**, afin d'assurer notre souveraineté sanitaire ;

- **matériaux pour batteries**, afin d'accompagner l'essor de la mobilité électrique tout en évitant de développer une dépendance à l'Asie sur ces matériaux ;
- **matériaux pour semi-conducteurs**, afin d'augmenter notre souveraineté dans la chaîne de valeur de l'industrie électronique ;

Certains marchés occupant une place centrale dans la transition écologique ont également fait l'objet d'un soutien de l'Etat, comme :

- **les polymères de spécialité** (hors batteries) afin d'augmenter notre souveraineté dans les matériaux innovants et à faible impact environnemental.
- **la chimie du végétal et biotechnologies** afin de diminuer notre dépendance aux intrants pétrosourcés. En particulier, **13 projets de ce marché correspondent à une relocalisation à l'échelle industrielle** ;
- **le recyclage**, afin de développer l'économie circulaire et réduire notre consommation, avec en particulier le recyclage chimique du plastique.

En particulier, 48 des lauréats de la chimie (soit 76 %) correspondent aux domaines critiques listés ci-dessus. Les camemberts donnent la répartition de ces lauréats en termes d'investissement et de soutien (ce bilan n'est pas additionnel car un lauréat peut correspondre à deux domaines critiques en même temps).



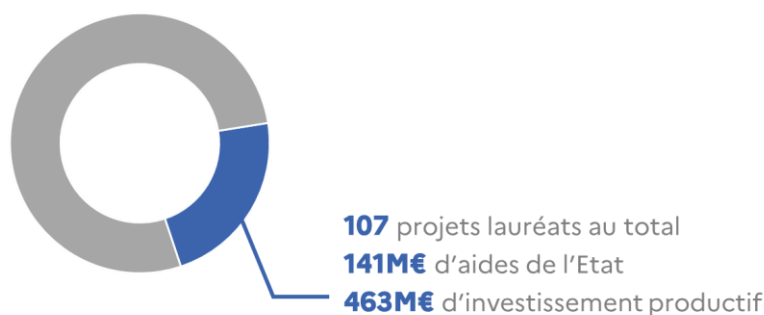
→ Filière Textile

D'autres filières d'intrants essentiels à l'industrie ont été intégrées au périmètre de l'appel à projets comme l'industrie textile avec 12 projets aidés ayant contribué à l'approvisionnement de secteurs exposés comme la santé ou les transports et en répondant aux enjeux de restauration de l'indépendance nationale avec la création d'une filière textile de fibres naturelles.

SECTEUR DE L'ÉLECTRONIQUE

Les systèmes électroniques sont le socle de la transition numérique et sont essentiels au fonctionnement de la plupart de nos dispositifs de communication, de transport ou de traitement médical. La dépendance vis-à-vis de fournisseurs extérieurs est exacerbée depuis la fin de l'année 2020 dans le contexte de **tensions sans précédent sur les capacités de production mondiales de composants électroniques** mais aussi par des **phénomènes de plus long terme de concentration autour de quelques pays et acteurs dominants**.

Trois priorités d'investissement ont été dressées pour la filière électronique : **les premières installations sur le territoire national de productions innovantes dans les secteurs du semi-conducteur, la relocalisation de la production d'intrants et de composants électroniques critiques** et finalement la **modernisation et le renforcement de l'outil d'assemblage électronique en sous-traitance**, pour permettre aux industries aval essentielles de rapatrier leurs productions électroniques vers la France ou d'accélérer la mise sur le marché des nouvelles productions en électronique.



Pour la filière électronique, l'appel à projets a soutenu 107 projets industriels qui permettront la création ou le maintien de 9 059 emplois. L'ensemble de ces projets représente un montant d'investissement dans la filière de la fabrication électronique de près de 463 millions d'euros pour un soutien de 141 millions d'euros de la part de l'État.

22 % des projets
lauréats au total

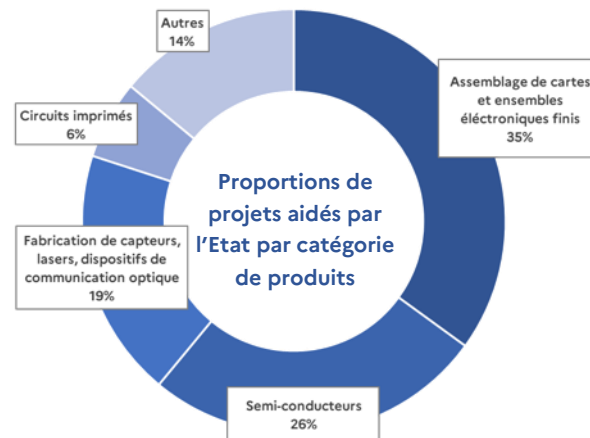
16 % des subventions
attribuées

9 059 emplois créés
ou confortés

Illustrations des résultats de France Relance :

Les projets sélectionnés dans le domaine des **circuits imprimés**, composants de base des systèmes électroniques sous tension d'approvisionnement, permettront une **augmentation de production de 6M€ en chiffre d'affaire**, sur une demande actuellement importée de 100 M€ des segments industriels prioritaires.

Les investissements engagés par le plan France Relance aboutiront à **23 premières industrialisations en France de technologies jusqu'à présent non maîtrisées sur le territoire**, comme la fabrication de plaquettes (*wafers*) de carbure de silicium pour la fabrication de composants en électronique de puissance, dont **5 conduisant directement à une création d'usine dans des secteurs de dépendance historique vis-à-vis de l'étranger**.



→ **Le soutien de l'Etat a porté en grande partie sur des technologies jusque-là non maîtrisées**

Les investissements mis en œuvre dans le cadre de l'appel à projet ont servi en premier lieu (près de 50% des projets) à soutenir la **première industrialisation de produits et procédés innovants visant à se substituer à des approvisionnements étrangers ou à maîtriser une technologie d'avenir essentielle**. Ils relèvent des secteurs du semi-conducteur, du matériau semi-conducteur jusqu'au composant assemblé, et du domaine des systèmes photoniques et optiques (capteurs pour l'imagerie et la vision-machine, lasers, composants pour les communications optiques ou le quantique...).

→ **L'émergence d'une filière du semi-conducteur soutenue par l'appel à projets**

Dans la chaîne de production du semi-conducteur, les pays d'Asie Pacifique concentrent 72% des capacités installées en fonderie et quelques leaders internationaux maîtrisent la conception de circuits intégrés très avancés. **La maîtrise des capacités de production et des procédés de fabrication de composants semi-conducteurs est un défi stratégique en raison de l'importance de ces composants pour les entreprises manufacturières françaises**. Sans un effort considérable de rattrapage industriel ou sans rupture technologique, l'Europe peut difficilement remettre en question les positions établies mais peut coopérer avec les leaders du secteur pour sécuriser les approvisionnements des industries aval et développer ses propres atouts et dans certaines catégories de composants clés pour la transition énergétique et l'électronique embarquée, notamment. Le plan France Relance a soutenu, par l'aide apportée à **28 projets** ambitieux via l'AAP « (Re)localiser dans les secteurs critiques », l'émergence d'une **filière d'assemblage et de conditionnement de puces de semi-conducteurs, notamment les composants critiques et de haute valeur ajoutée de petite et moyenne série, prioritaires pour rééquilibrer le poids de l'Asie dans ce domaine**.

→ **La relocalisation de la production d'intrants et de composants électroniques critiques**

Les approvisionnements importés essentiels à la fabrication de systèmes électroniques, tels que les circuits imprimés ou les composants passifs, font l'objet d'une forte vulnérabilité, ainsi que certaines matières premières nécessaires à la fabrication de puces (substrats semi-conducteurs, packaging des puces, ...). **Un soutien déterminant a pu être apporté aux productions qui connaissent les plus fortes contraintes d'approvisionnement : 6 projets ont été retenus dans le domaine des circuits imprimés, composant de base des systèmes électroniques touché par des ruptures d'approvisionnement durant l'année 2020** suite à l'arrêt des productions chinoises, et qui revêt de

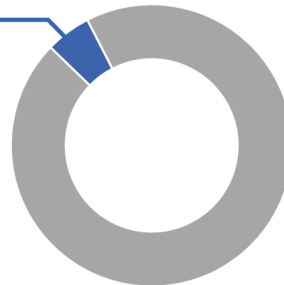
forts enjeux de souveraineté dans certains secteurs (aérospatial, défense et médecine). **Ces 6 projets vont permettre une augmentation de production de l'ordre de 6 M€ de chiffre d'affaire pour 5 M€ d'aide, pour une demande actuellement importée de 100 M€ pour les segments industriels prioritaires.**

Les projets de renforcement des capacités de fabrication de cartes et systèmes électroniques assemblés, portés pour l'essentiel par des PME et ETI implantées sur l'ensemble du territoire, représentent près du tiers des projets soutenus. Ils couvrent la demande des secteurs critiques, en particulier pour le renforcement de capacités d'assemblage de cartes pour l'automobile, l'aéronautique, le spatial et le médical.

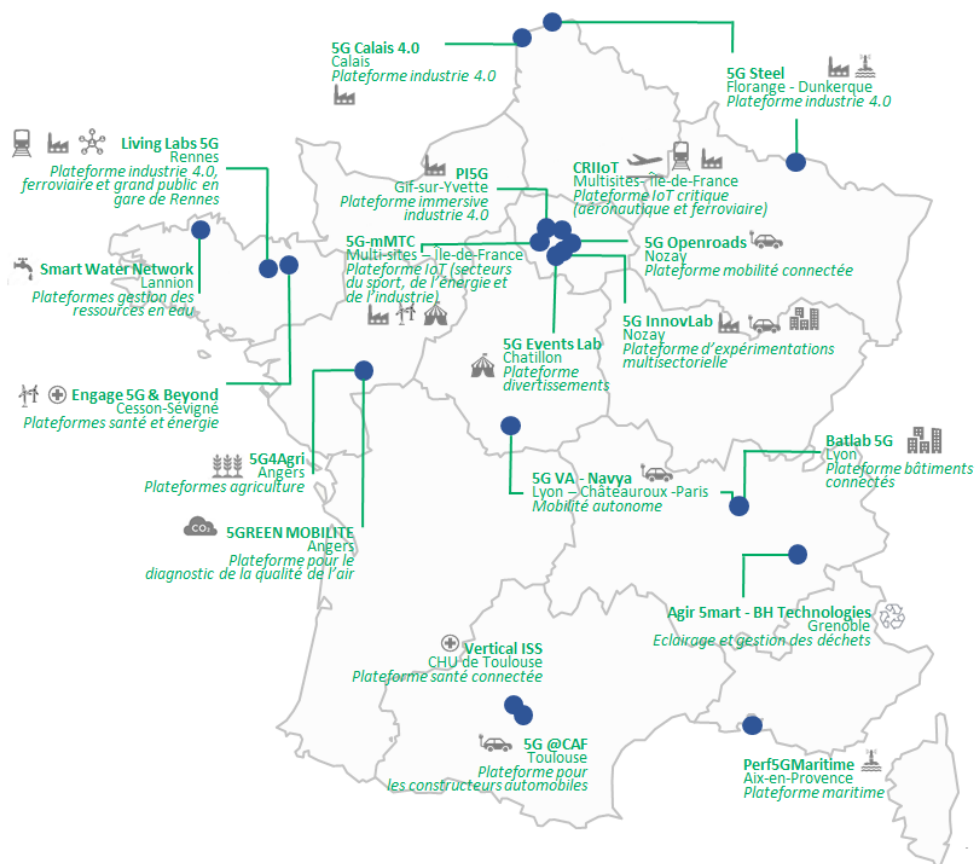
SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS-5G

L'appel à projets participe au financement de plateformes permettant d'expérimenter des applications de la 5G dans différents de l'industrie. Ce dispositif permet ainsi de créer un socle de cas d'usage (qualification, expérimentation). C'est un préalable indispensable au déploiement de solutions d'applications de la 5G.

25 projets lauréats au total
98M€ d'aides de l'Etat
294M€ d'investissement productif



Les projets lauréats participent à renforcer la compétitivité de l'économie française en développant les usages 5G. Les plateformes d'expérimentation soutenues couvrent 10 secteurs (santé, aéronautique, ferroviaire, industrie 4.0, automobile et mobilité connectée, bâtiment et territoires connectés, agriculture, maritime et portuaire, énergie, et culture et divertissements). Le dispositif contribue à deux objectifs : (i) réduction de la dépendance nationale en matière de solutions reposant sur la 5G, et (ii) doter la France de capacités réelles d'expérimentation des usages de la 5G. Ces 25 projets représentent au total 5% des lauréats de l'AAP « (Re)localiser ».



Nos objets du quotidien le 9 Novembre à Bercy

Le lin et le chanvre



Leader mondial dans les secteurs du peignage, repeignage et de la préparation à la filature, **N.Schlumberger** est un acteur français incontournable de la filière textile. Spécialisée dans la production de machines textiles et de lignes complètes, de la fibre au fil, la renommée de l'entreprise dépasse les frontières françaises. Présente dans plus de 60 pays, sur les cinq continents, sa réputation se fonde sur un savoir-faire qui lui est propre et une maîtrise technologique avancée.

En partenariat avec Velcorex, N.Schlumberger est **lauréate de l'AAP Résilience** et a perçu un montant d'aides à hauteur de **3,8 M€** pour une extension capacitaire de filatures de lin fibres longues et l'installation de deux lignes de machines. L'engagement de l'entreprise en termes d'innovations et de sobriété énergétique dans le secteur est source d'inspiration pour tout acteur industriel. En témoigne le projet de consortium pour l'usine du futur 4.0 en étroite collaboration avec des acteurs clés de la filière lin et chanvre.



LINportant est une usine de fabrication industrielle de t-shirts en lin bio située en Normandie, qui regroupe les étapes du tricotage circulaire, de la coupe automatisée et de la confection en série industrielle. Le projet a commencé par le constat d'une demande croissante pour une maille de lin bio, produite localement. Paul Boyer lance ainsi en 2017 une association « Pour une Coopérative Textile Bio en Normandie ». Transformée en Société Coopérative d'intérêt collectif, elle associe 100 coopérateurs et est renommé LINportant.

Lauréate de Territoires d'Industrie et d'Industrie du futur, LINportant a perçu une aide de 200 000 €. L'entreprise a pu investir dans un outil industriel lui offrant une capacité de production de 100 000 t-shirts en lin bio par an, 100 % faits en France. Paul Boyer est ainsi l'un des premiers à avoir relancé la fabrication 100 % française de produits finis en lin, et ce, dans une démarche d'économies d'échelle pour assurer la compétitivité-coût nationale.



Fondée en 2011 par Guillaume Gibault, **le Slip Français** est la marque du « bon à porter » : des vêtements confortables et durables au style décomplexé, des essentiels pensés et confectionnés près de chez vous dans des ateliers aux savoir-faire d'exception. La totalité des produits est fabriquée en France, du tricotage de la matière jusqu'au packaging. Huit de ses fabricants-partenaires sont certifiés Origine France Garantie et huit sont également labellisés Entreprise du Patrimoine Vivant. Entreprise à mission depuis 2020, Le Slip Français valorise les acteurs locaux en modernisant la filière en réinventant avec panache l'industrie textile française.

Le Slip Français est une marque phare du Made in France. En 2022, Le Slip Français a commercialisé deux produits en partie composés en chanvre (un boxer et un polo). Comme eux, de nombreux metteurs sur le marché s'intéressent à cette fibre pour ses atouts techniques et écologiques. L'entreprise envisage d'ailleurs d'intégrer le chanvre à la composition de l'ensemble des produits de la marque d'ici à 2024. Le lin fait également partie des matières locales et biosourcées employées par les façonniers du Slip Français.



Lemaitre Demeestere est une entreprise textile datant de 1835, elle est une référence en matière de tissus d'ameublement, de décoration et de prêt à porter haut de gamme. Spécialiste du lin français, matière noble, authentique et écologique par excellence, Lemaitre Demeestere revendique un savoir-faire et d'une expertise à toute épreuve. Les métiers à tisser sont situés à Halluin (Nord de la France) pour une fabrication 100% » made in France ». En tant que tisseur Français d'excellence labellisé Entreprise du Patrimoine Vivant et France terre Textile, Lemaitre Demeestere conçoit des produits d'une qualité irréprochable avec des fibres entièrement naturelles et écologiques, et une traçabilité sans faille.

Lemaitre Demeestere est une PME, tisseur de lin, 100% Made in France. Comme Eco-Technilin, ils appartiennent au groupe Nat up et sont les premiers ambassadeurs de la French Filature. Olivier Ducatillon, le PDG de depuis 2008, est également président de l'UIT et un acteur incontournable de la filière textile française et du lin plus particulièrement.



Dans le cadre de l'**AAP Innov Avenir Filières du PIA3**, le groupe NatUp Fibres a bénéficié d'une aide de **2 M€** grâce à laquelle le groupe a pu inaugurer la French Filature qui intègre une filature de lin au mouillé et a aussi pu créer un laboratoire de transformation et de caractérisation des fibres. Karim Belhouli est par ailleurs très impliqué dans les applications sectorielles et techniques du lin et du chanvre notamment à travers son activité chez Eco-technilin dont 94 % du chiffre d'affaires est le résultat des applications composites du lin dans l'automobile. Karim Belhouli dispose donc d'un savoir tout à fait transverse et systémique sur la filière.

Le vélo



Le groupe Cycleurope conçoit et fabrique les vélos Gitane et Peugeot Cycles en France, à Romilly-sur-Seine. Ce sont près de 250 passionnés qui conçoivent les vélos. Près de 1 000 vélos sont fabriqués et assemblés par jour. De la conception aux tests par notre propre laboratoire d'essais, chaque étape de la fabrication est maîtrisée pour vous offrir un vélo adapté à votre utilisation. Le site à Romilly-sur-Seine est le centre de compétence des vélos à assistance électrique pour l'ensemble du Groupe. Véritable lieu d'effervescence et d'innovation comme l'Alter Bike de Gitane, nos équipes font des vélos toujours plus innovants.

Lauréate de 25 000 € dans le cadre d'Industries du futur, Cycleurope est une ETI de la filière cycle, positionnée sur le segment porteur du VAE. Au-delà de son activité retail, Cycleurope est très présente sur le segment de la location longue durée, avec des clients de renom tel que le groupe La Poste. Cycleurope porte un projet ambitieux de construction d'une nouvelle usine de production, qui aura vocation à devenir un hub destiné à produire des vélos pour des start-up de la mobilité ne disposant pas d'outil productif en propre. Son PDG, Jérôme Valentin, est également vice-président de l'USC, fédération représentant les industriels des filières économiques sportives, et se trouve à ce titre fortement engagé dans les Etats généraux et le projet de développement économique de la filière.



ULTIMA Mobility SAS a été fondée par 3 associés dont Jérôme Mortal, développeur d'entreprise travaillant sur la nouvelle mobilité avec un accent particulier, une vision sur la stratégie future et une solide expérience dans l'environnement international. ULTIMA vise à fournir des produits (vélo, Moto, Auto) abordables, conçus et fabriqués à 100 % en Europe à l'aide de matériaux recyclés, d'une usine allégée et de la technologie automobile.

Ultima porte un projet de vélo à assistance électrique (VAE) dont l'innovation est au service de la relocalisation, avec 90 % de fabrication française et 98 % de fabrication européenne, démontrant par-là la possibilité de relocaliser et de produire des VAE compétitifs avec certains segments de marché. Ses vélos, aux caractéristiques très performantes, révolutionnent le segment de la mobilité.



Spécialités TA et VELOX sont des équipementiers pour vélo, appartenant à Patrick Guinard, et fabricant des composants et accessoires pour vélo : moyeux, cassette, plateaux, pédaliers, roues, gourdes ...



VELOX, situé à la Guerche de Bretagne, fabrique depuis presque 120 ans des fonds de jante coton très réputés dans le monde entier, VELOX produit plus de 170 000 roues complètes en aluminium et VELOX est le premier fabricant de roues *after market* en France. VELOX produit aussi plus d'un million de kit réparation en France. Spécialités T.A. c'est un parc de machines ultra-performant grâce à des investissements importants, et permanents depuis de longues années. Fort d'un savoir-faire acquis depuis plus de 70 ans.

VELOX et SPECIALITES TA ont été lauréats de 140 000 € dans le cadre d'Industrie du futur. M. Guinard est un pionnier du Made in France et s'inscrit dans une démarche de relocalisation de l'industrie du cycle. Son implication très forte pour la filière l'a incité à devenir Président de l'APIC et à se porter organisateur des Etats généraux du vélo.



Avec plus de 450 000 vélos produits en 2021, **la Manufacture Française du Cycle est l'acteur majeur du marché du cycle**, pièces et accessoires en France. Avec près de 150 000 vélos électriques en 2021, la Manufacture Française du Cycle conçoit et assemble des vélos de qualité en France à Machecoul (Loire-Atlantique). Avec plus de 800 collaborateurs qualifiés qui développent, innovent et assemblent, la Manufacture travaille chaque jour pour apporter des solutions fiables de mobilité sportive, urbaine et loisir à travers tous nos vélos.

La manufacture française du cycle a reçu 800 000 € de l'AAP Territoires d'industrie. La Manufacture Française du Cycle est le 1^{er} fabricant de cycles en France, avec 450 000 vélos assemblés chaque année, dont 90 000 VAE. M. Jamin est fortement investi dans le projet de relocalisation des composants de vélos, qu'il s'attache à matérialiser par le biais de partenariats industriels. M. Jamin a été moteur dans la structuration du cluster vélo du Pays de la Loire.

L'horlogerie



Fondée en 1977, Pierre Lannier est une marque d'horlogerie française qui propose des modèles tendances, à la qualité irréprochable et à prix accessibles. Cette PME familiale implantée au Nord de Strasbourg compte 110 collaborateurs répartis sur deux sites de fabrication. 400 000 montres Pierre Lannier sont vendues chaque année dans 1 600 points de vente, en France et dans plus de 60 pays. En 2021 la production s'effectuait à 60 % dans l'Hexagone, avec la ferme ambition de poursuivre cet élan dans les prochaines années.

A l'occasion de ses 45 ans, Pierre Lannier dévoile la montre 1977, figure de proue de son engagement en faveur du Fabriqué en France. Cette réalisation met en lumière l'ambition croissante de l'entreprise de rapatrier sa production en France, après l'avoir partiellement délocalisée à Tananarive (Madagascar) en 2001 au sein d'un atelier créé et géré par ses équipes : un concentré du savoir-faire de l'artisanat français, certifié Origine France Garantie.



Herbelin est une maison horlogère française fêtant cette année ses 75 ans et mixant traditions et modernité. Très investie dans le maintien de son activité horlogère franc-comtoise, la Maison est forte de modèles iconiques (Newport, Antares ...). La marque cherche à se différencier par des investissements importants en créativité, communication, ainsi qu'en matière de RSE. L'entreprise poursuit son développement en France avec l'ouverture récente de sa première boutique au monde, dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés. Nichée au cœur des montagnes du Jura depuis sa création, la Maison HERBELIN signe toutes ses collections dans ses ateliers de Charquemont.

Installée au cœur de la région de la Haute Horlogerie, HERBELIN a fait le choix de l'excellence artisanale en conservant sa production en France. Toutes les montres sont dessinées, assemblées à la main, contrôlées et réparées dans les ateliers francs-comtois de la Maison. Grâce à la proximité de la frontière, HERBELIN utilise exclusivement des mouvements suisses dans la fabrication de ses garde-temps auxquels elle confère le luxe et le raffinement de l'art de vivre à la française.

Le jouet



Le groupe **DOUDOU ET COMPAGNIE**, leader sur le marché du Jouet en peluche et du doudou en France, a décidé en 2020 de relocaliser une partie de sa production. A présent, l'ambition se tourne vers un projet de réindustrialisation d'une filière disparue en France : la fabrication traditionnelle du Jouet en Peluche. Pour ce faire, DOUDOU ET COMPAGNIE a décidé d'installer une nouvelle usine en Bretagne et de restaurer un modèle industriel unique autour de ce savoir-faire.

Entreprise engagée dans une démarche de relocalisation depuis le rachat fin 2019 de l'atelier Maïlou Tradition, célèbre maison bretonne « entreprise du patrimoine vivant », qui lui permet de s'implanter sur le marché de la peluche haut de gamme, qui connaît une demande de plus en plus forte. En 2022, l'entreprise a investi dans une nouvelle marque « made in France », Pollen, une peluche abeille 100 % bio, en s'associant à l'apiculteur qui gère les ruches du siège social, un nouveau doudou qui associe, écologie, amour et vendu à moins de 35 €.



Le plus grand fabricant de jouets de France basé à Lavans-lès-Saint-Claude, dans le Jura. Grâce à France Relance, l'entreprise poursuit son engagement pour le Made in France et a entrepris d'augmenter ses capacités de production. L'entreprise a été soutenue dans le cadre de Territoires d'industrie (1,2 million d'euros d'investissements et 596 000 € d'aides - Mise en place dans l'usine d'Arinthod d'une nouvelle machine d'injection afin d'augmenter la capacité de production en interne) et du guichet Industrie du futur (acquisition d'une souffleuse et d'un robot : 165 000 € d'investissements et 33 000 € d'aides).



Entreprise à ancrage local, consciente des enjeux environnementaux et sociaux, **Ecoiffier propose une gamme complète de jouets simples, sans électronique**, répondant aux besoins primaires des enfants à petits prix et en circuit court. Depuis octobre 2017, les produits Ecoiffier sont labellisés « Origine France Garantie »

Les jouets Ecoiffier sont une production 100 % française et lauréat France Relance. L'entreprise a été créée en 1945 dans l'Ain, dans la Plastic Valley. L'ensemble des produits est fabriqué dans un rayon de 50 km autour d'Oyonnax. Spécialisée dans les jouets en plastique, l'entreprise est soucieuse de s'inscrire dans une démarche RSE forte. Elle met d'ailleurs en œuvre un « plan de progrès RSE 2021-2026 », décliné en 10 axes d'engagements dont : développer l'usage des matières recyclées, lancer des programmes d'écoconception des produits, réduire son empreinte carbone et revaloriser les jouets en fin de vie. Lauréat du guichet Industrie du futur : création d'une ligne complète robotisée d'emballages en sortie de ligne de production.



Les jeux éducatifs et ludiques de Sentosphère sont développés puis fabriqués en France, avec des matières premières qui proviennent à 80 % de France. La recherche et le développement des produits ont lieu dans les studios de création situés à Paris. Une fois que les concepts sont validés et testés, les jeux et jouets sont ensuite fabriqués dans deux usines françaises.

Sentosphère est fière de sa fabrication française et est membre fondateur de l'Association des Créateurs et Fabricants de Jouets Français. Cette association a pour mission de défendre les valeurs du jeu français, la qualité, le savoir-faire et l'authenticité du jouet français en unifiant des marques françaises. Tous les jeux pour apprendre de Sentosphère respectent les normes Jouet, Cosmétique, Agro-alimentaire et du règlement REACH. Sentosphère développe des jeux engagés selon une logique d'éco-conception. Très soucieuse des questions environnementales, Sentosphère s'engage aujourd'hui, et ce depuis des années, pour un développement durable en favorisant une fabrication et un approvisionnement local. De plus, elle utilise du carton recyclé, certifié FSC, ainsi que du plastique recyclé et recyclable.

La chaussure



Chamatex Goup, spécialiste des tissus techniques, rejoints par les marques Salomon, Babolat et Millet spécialistes des chaussures de sport, et le cabinet d'innovation et de design Groupe Zebra, ont fait le pari de l'automatisation et ont créé en Ardèche la « Advanced Shoe Factory » (ASF 4.0). L'objectif est de relocaliser des productions de chaussures de sport en relevant plusieurs défis : réduire le délai de *time to market*, réduire l'empreinte carbone, être plus flexibles, créer de l'emploi et rester compétitif.

Cet objectif a pu être atteint grâce à la conviction des acteurs qu'être compétitif en France est possible, et grâce à l'automatisation de la production avec des technologies innovantes et des compétences uniques (développement d'un textile breveté Matryx® facilitant l'automatisation de la production de chaussures, et collaborations notamment avec Bosch et Siemens sur des process et logiciels de supervision. L'entreprise devrait produire 200 000 paires/an en 2024, et 400 000 paires en 2025 après une phase d'extension de l'usine déjà planifiée.

Bilan de la relocalisation des cinq objets du quotidien mis à l'honneur aujourd'hui

Le textile en lin et chanvre

La filière Lin & Chanvre a bénéficié du soutien de l'Etat à hauteur de 11 M€ dans le cadre de France Relance. Cet accompagnement a permis à neuf projets de se concrétiser parmi lesquels la relocalisation de la filature (au nombre désormais de trois en France). La dépendance française à la filature a ainsi été réduite de trois points (de 100 % à 97%).

Une consultation sera lancée prochainement par la direction générale des entreprises pour identifier les besoins de financement les plus prégnants de la filière.

Vélo

La filière Vélo a bénéficié du soutien de l'Etat à hauteur de 3,6M€ dans le cadre de France Relance. Plusieurs acteurs ont également pu être accompagnés à travers le fonds de diversification automobile pour un montant d'aides de 8,2 M€. Les subventions reçues ont permis aux entreprises, soit de moderniser ou de robotiser leur appareil productif ; soit de se diversifier et de s'ouvrir à la production de cycles.

Le soutien à la filière se poursuit puisque les Etats généraux du vélo seront lancés le 15 novembre à Bercy.

Horlogerie

La filière a bénéficié du soutien de l'Etat à hauteur de 3M€ dans le cadre de France Relance. Plus de 137 nouveaux emplois devraient être créés par les projets soutenus.

Le soutien à la filière se poursuit. Ainsi, la filière horlogère du Haut-Doubs et de Grand Besançon Métropole bénéficiera d'un accompagnement dans le cadre du programme Territoires d'Industrie. Cet accompagnement sera financé par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires. Il durera trois à quatre mois et permettra d'accompagner la filière horlogère du territoire dans sa stratégie d'innovation et de relocalisation.

Chaussure

La filière a bénéficié du soutien de l'Etat à hauteur de 3M€ dans le cadre de France Relance (pour 12 projets représentant plus de 34M€). Ces projets devraient créer plus de 180 emplois.

Le soutien à la filière se poursuit. Le comité stratégique de filière « Mode et Luxe » a rédigé un guide sectoriel sur le textile et les chaussures afin d'identifier les critères différenciants de l'offre française sur ces filières pour les prendre en compte dans les prochains appels d'offres. Ce guide sera largement diffusé auprès des acheteurs publics.

Jouet

La filière a bénéficié du soutien de l'Etat à hauteur de 4,4M€ dans le cadre de France Relance (pour 19 projets représentant 15M€).

Dispositifs de soutien public aux projets de relocalisation industrielle

La fin de France Relance a pour corollaire celle de l'appel à projets dédié spécifiquement aux relocalisations. Pour autant, plusieurs filières industrielles ont des projets de création de sites industriels afin de relocaliser une production réalisée à l'étranger ou de s'affranchir de dépendances stratégiques.

Plusieurs dispositifs de soutien public perdurent et peuvent être mobilisés pour ces projets d'innovation et d'industrialisation.

i-Démo

L'appel à projets « i-Démo » du plan France 2030 a pour objectif le développement d'entreprises industrielles et de services sur les marchés porteurs, créateurs de valeur et de compétitivité pour notre économie et contribuant aux transitions énergétique, écologique et numérique.

Lien : <https://www.bpifrance.fr/nos-appels-a-projets-concours/appel-a-projets-i-demo>

France 2030 régionalisé

Doté de 500 millions d'euros, ce volet a pour objectif d'accompagner l'innovation, des start-ups et des PME notamment, sur tout le territoire national. La particularité du volet territorialisé réside plus spécifiquement dans son mode de financement paritaire : chaque euro investi par l'Etat est complété d'un euro investi par le Conseil régional. 1 milliard d'euros sont donc mobilisés par la puissance publique pour libérer les énergies de nos territoires et accompagner les projets innovants les plus transformants.

Lien : <https://www.gouvernement.fr/france-2030-regionalise-1-milliard-d-euros-pour-faire-emerger-des-projets-innovants-sur-tout-le>

Appel à manifestation d'intérêt « Rebond industriel »

Doté de 100 millions d'euros, ce dispositif du plan France 2030 permettra d'accompagner les territoires confrontés aux mutations de la filière des transports, notamment automobile, dans une logique de rebond.

Lien : <https://www.banquedesterritoires.fr/ami-rebond-industriel>

Prêt Nouvelle Industrie

Bpifrance a mis en place un lancer un prêt pour financer les démonstrateurs industriels, les usines pilotes ou la création d'une nouvelle usine de production qui comporte encore un fort risque technologique et/ou industriel en France.

Lien : <https://www.bpifrance.fr/catalogue-offres/premiere-industrialisation/pre-et-nouvelle-industrie>

Nouveaux dispositifs de soutien aux projets de relocalisation industrielle

A l'occasion de l'événement sur la relocalisation de 5 objets du quotidien des Français, le ministre délégué chargé de l'industrie a annoncé de nouveaux dispositifs en faveur de la massification de la relocalisation industrielle.

Missions de conseil pour faciliter les relocalisations (Bpifrance)

Bpifrance propose deux missions de conseil intitulées « Stratégie Réindustrialisation » et « Make or Buy » qui permettront d'accompagner 200 entreprises d'ici 2027 (soit environ 40 entreprises par an) dans leur stratégie de relocalisation. La mission de conseil « Stratégie de Réindustrialisation » est une mission sur 10 jours. Elle permet aux entreprises d'identifier des opportunités de réindustrialisation pour leurs produits ou leurs nouveaux projets. Concrètement, elle aide les entreprises à identifier leurs enjeux prioritaires de réindustrialisation, de cartographier leur chaîne d'approvisionnement et ses vulnérabilités et de co-construire un plan d'action en vue d'un futur projet de réindustrialisation.

Lien : <https://www.bpifrance.fr/catalogue-offres/generaliste/mission-de-conseil-reindustrialisation>

La mission « Make or Buy » est également une mission sur 10 jours. Elle permet aux entreprises de faire les meilleurs choix entre fabriquer en interne et sous-traiter. Concrètement, elle permet notamment d'établir une comparaison chiffrée entre différents scénarios industriels pour décider de la répartition entre faire et faire faire.

Lien : <https://www.bpifrance.fr/catalogue-offres/generaliste/mission-de-conseil-make-or-buy>

Etude de stratégie industrielle des territoires (Banque des Territoires)

La Banque des Territoires a développé une offre permettant d'accompagner les territoires dans leur stratégie de relocalisation industrielle. Il s'agit d'établir des diagnostics territoriaux de dépendance des filières industrielles, des études d'opportunité pour caractériser le potentiel de relocalisation de certains produits et d'identifier de nouvelles chaînes de valeur à l'échelle régionale.

La Banque des Territoires s'engage à réaliser deux études de filière par région.

Lien : <https://www.banquedesterritoires.fr/financement-ingenierie-relocalisation-industrielle>

Accélérateurs dédiés à la relocalisation (CCI)

Le réseau des CCI mettra en place dans chaque région, dès 2023, des **accélérateurs dédiés à l'accompagnement des projets de relocalisation et de réindustrialisation** des PME. Avec le soutien de l'Etat et des Conseils régionaux, ce dispositif permettra aux entreprises d'optimiser la chaîne d'approvisionnement, d'internaliser tout ou partie de leur production industrielle ou de développer une sous-traitance en France.

En parallèle, le réseau des CCI assurera la **mise en relation entre donneurs d'ordre et sous-traitants à l'échelle de territoires**, en proximité, par le biais notamment d'outils comme la plateforme CCI Business.

Enfin, CCI France va lancer une **enquête auprès d'un panel représentatif de l'industrie** française pour faire ressortir d'autres projets industriels de relocalisation, au-delà des 5 filières mises en avant ce jour..

